

## ASSEMBLEE DE CORSE

---

### DELIBERATION N° 12/025 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE AUTORISANT LA COMMUNE DE MATRA A METTRE EN ŒUVRE UN REGIME EXCEPTIONNEL DE TARIFICATION DE L'EAU

---

#### SEANCE DU 20 FEVRIER 2012

L'An deux mille douze et le vingt février, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Dominique BUCCHINI, Président de l'Assemblée de Corse.

#### **ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

BASTELICA Etienne, BEDU-PASQUALAGGI Diane, BENEDETTI Paul-Félix, BIANCARELLI Viviane, BIANCUCCI Jean, BUCCHINI Dominique, CASALTA Laetitia, CASTELLANI Michel, CASTELLANI Pascaline, CASTELLI Yannick, DONSIMONI-CALENDINI Simone, FEDERICI Balthazar, FEDI Marie-Jeanne, FERRI-PISANI Rosy, GIACOMETTI Josepha, GIOVANNINI Fabienne, HOUEMER Marie-Paule, LACAVE Mattea, LUCCIONI Jean-Baptiste, LUCIANI Xavier, MARTELLI Benoite, MOSCONI François, NATALI Anne-Marie, NICOLAI Marc-Antoine, NIELLINI Annonciade, NIVAGGIONI Nadine, ORSINI Antoine, ORSUCCI Jean-Charles, PANUNZI Jean-Jacques, RISTERUCCI Josette, de ROCCA SERRA Camille, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SIMONPIETRI Agnès, SINDALI Antoine, STEFANI Michel, TALAMONI Jean-Guy, TATTI François

#### **ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :**

M. ANGELINI Jean-Christophe à M. LUCIANI Xavier  
Mme BARTOLI Marie-France à M. FEDERICI Balthazar  
M. CHAUBON Pierre à M. ORSUCCI Jean-Charles  
Mme COLONNA Christine à M. BIANCUCCI Jean  
M. FRANCISCI Marcel à M. PANUNZI Jean-Jacques  
Mme GRIMALDI Stéphanie à Mme SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette  
Mme GUERRINI Christine à Mme NATALI Anne-Marie  
Mme RUGGERI Nathalie à Mme BEDU-PASQUALAGGI Diane  
M. SANTINI Ange à M. de ROCCA SERRA Camille  
M. SIMEONI Gilles à Mme LACAVE Mattea  
M. SUZZONI Etienne à M. SINDALI Antoine  
Mme VALENTINI Marie-Hélène à Mme NIELLINI Annonciade  
M. VANNI Hyacinthe à Mme SIMONPIETRI Agnès

#### **ETAIT ABSENTE : Mme**

SCIARETTI Véronique.

## **L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II, Livre IV, IV<sup>ème</sup> partie,
- VU** le décret n° 2002-823 du 3 mai 2002, et notamment son article 4 ainsi que les articles L. 2224-12-4 et R. 2224-20 du CGCT,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission du Développement Economique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

### **APRES EN AVOIR DELIBERE**

#### **ARTICLE PREMIER :**

**AUTORISE** la commune de MATRA à mettre en œuvre une tarification de l'eau ne comportant pas de terme directement proportionnel au volume total consommé.

#### **ARTICLE 2 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 20 février 2012

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Dominique BUCCHINI

**ANNEXE**

<b>RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE</b>
--

**OBJET : Régime exceptionnel de tarification de l'eau**

L'article 27 de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse a donné compétence à l'Assemblée de Corse pour **autoriser**, à titre exceptionnel et dans les conditions prévues par décret, à la demande du Maire ou du Président de l'établissement public de coopération intercommunale, si la ressource en eau est naturellement abondante, et si le nombre d'usagers raccordés au réseau est suffisamment faible, **la mise en œuvre d'une tarification** ne comportant pas de terme directement proportionnel au volume total consommé (Article L. 2224-12-4 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Par ailleurs, l'article R. 2224-20 du même CGCT prévoit que l'autorisation ne peut être accordée que si le **nombre d'habitants** de la commune est **inférieur à mille** ou que si le volume d'eau produit pour les usages à caractère domestique pendant trente jours consécutifs est au moins égal au triple du volume produit en moyenne mensuelle pendant l'ensemble de l'année de référence. L'autorisation est reconduite tacitement chaque année.

Les associations de consommateurs du département agréées au titre de l'article L. 411-1 du Code de la Consommation sont consultées sur toute demande formulée par les Maires, avec avis réputé favorable faute de réponse dans un délai de deux mois à compter de la demande d'avis.

La consultation prévue par les textes est donc organisée à l'initiative des services de la Collectivité Territoriale de Corse.

Une demande présentée par la Commune de MATRA remplit les conditions réglementaires et a donc été transmise en décembre dernier aux associations agréées de consommateurs de Haute-Corse.

Aucune observation particulière n'a été émise sur ce dossier qui présente les caractéristiques suivantes :

COMMUNE	POPULATION		BESOINS m <sup>3</sup> /J	RESSOURCES m <sup>3</sup> /J	AVIS des associations de consommateurs agréées de la Haute-Corse consultées
	HIVER	ETE			
<b>MATRA</b>	40	120	30	70	<b>SANS OBSERVATION</b>

Dans ces conditions, je vous propose de délivrer l'autorisation susvisée à la Commune de MATRA.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.